L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 22 MAI 1884. 57me Année

(Dufour, Dossat & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La
Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI, 22 MAI 1884.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$2 00
Renferme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$3 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75
Renferme deux feuilletons.

☞Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 8e page.

VENTES PAR LE SHERIFF

Par O. Valcour, au face de la rue St-Mary, 750 tonnes charbon, plus ou moins, provenant du vapeur français Paris.

Par Speer & Escoffier—continuation de la vente d'articles de faïence, porcelaine, plaqué, etc., au magasin de M. L. Navra, au No 167 rue du Canal.

Les devoirs de nos législateurs à Bâton Rouge.

Voilà une grande semaine que notre Législature d'Etat siège à Baton Rouge. Les bureaux sont formés, le sénateur des Etats-Unis est élu, les comités sont composés, la plupart des projets de loi sont présentés. Au moment où la période d'action s'ouvre, où les travaux sérieux vont commencer, il est bon de jeter un rapide coup d'œil sur ce qu'ont à accomplir nos représentants.

Il n'est pas difficile de s'en rendre compte, attendu que le gouverneur McEnery en a tracé tout le plan dans son dernier message. Il y a des choses excellentes dans ce document, des recommandations très sages, très sensées, très patriotiques. Nous ne le donnons pas comme un chef-d'œuvre du genre, mais une législature, quelle qu'elle fût, s'honorerait en mettant à exécution toutes les améliorations, toutes les réformes qu'il suggère.

Au premier rang, nous en remarquons deux, qui nous frappent par leur caractère d'urgence, parce qu'elles signalent un double mal physique et moral permanent, qui exige un remède énergique et immédiat.

D'abord, la question des levées sans la solidité desquelles, il n'y a, pour la Louisiane, ni sécurité, ni prospérité possibles. L'Etat ainsi que le gouvernement général ont sonsacré, l'an dernier, d'énormes sommes à la reconstruction des digues qui doivent protéger les terres riveraines du fleuve contre les envahissements de ses eaux, aux époques de grandes crues.

Malheureusement, toutes ces peines, tout cet argent, ont été perdus, et nous avons à ajouter une nouvelle série de catastrophes à toutes celles qui attristent nos annales.

Il y a pour nous une consolation dans le malheur qui vient de nous frapper: nous en connaissons assez nettement les causes. Il y en a deux, d'abord, les travaux ont été commencés trop tard. Dans bien des endroits, on a été, vers la fin, obligé de redoubler d'activité pour que les terrassements fussent achevés avant l'arrivée des grandes eaux. Celles-ci étaient déjà signalées dans l'Ouest, que beaucoup de nos crevasses étaient encore à moitié béantes. C'est donc, presque partout, contre des remblais qui n'étaient pas suffisamment raffermis, qui devaient, par conséquent, offrir peu de résistance aux flots en fureur. Il n'était pas difficile de prévoir le résultat de la lutte.

Ensuite, les levées n'ont pas, en général, été assez exhaussées; de telle sorte, que les eaux, prodigieusement grossies, ont pu leur passer pardessus.

Ces deux fautes peuvent être aisément réparées, cette année. Que la Législature se hâte de voter, le plus vite possible, les crédits nécessaires, pour que les travaux puissent être commencés immédiatement après la baisse du fleuve, pour que les terrassements aient eu le temps de se tasser, de se solidifier, avant l'époque critique, et nous pouvons, en cas d'accident, éviter, l'hiver prochain, en pleine Exposition, le renouvellement des calamités de cette année.

Quant à la hauteur nécessaire à donner aux levées, nous pouvons nous en fier à nos ingénieurs d'Etat et à ceux du gouvernement fédéral, puisque ce sont eux-mêmes qui nous ont signalé le défaut qui les a perdues. En ce qui concerne l'intervention du gouvernement général, que la Législature et autres autorités d'Etat fassent, immédiatement, un appel au Congrès et à l'administration de Washington. Ils ne peuvent opposer un refus à nos justes demandes, puisqu'ils sont engagés déjà par des précédents et qu'ils ont, en fait, reconnu le caractère national de notre grande artère fluviale.

— Le second mal, d'une nature toute morale, et qui exige un remède immédiat, c'est la triste façon dont se recrute et fonctionne chez nous, le juri. Il faudrait en finir avec les déplorables abus auxquels nous assistons, à chaque instant, et les scandales sanglants qui déshonorent la justice. Ce n'est pas seulement la Louisiane qui souffre de ces désordres, mais l'Union tout entière; et, avant longtemps, croyons-nous, on abolira, dans toute l'étendue du pays la règle de l'unanimité...

En regard des réformes à apporter à l'institution du juri, nous placons celle qu'il faut introduire dans le fonctionnement du suffrage universel. "Nous aurons plus tard, dit le gouverneur, à en regretter amèrement les fautes, les abus, les malédictions;" et il ne craint pas d'ajouter que le droit de vote ne devrait être accordé qu'à ceux qui sont en état de l'exercer, avec discernement.

Une des questions qui intéressent le plus vivement notre Etat, car ses intérêts, sa salubrité, en dépendent, c'est la conservation de nos richesses forestières. Pendant qu'il en est temps encore, et dès ses débuts, parmi nous, arrêtons les ravages d'une spéculation sans frein. Nous avons, heureusement, sous les yeux, l'expérience de certains Etats du Nord, de l'Ouest, du Centre, et même du Sud, jadis couverts d'un magnifique manteau de forêts, aujourd'hui, dénudés et livrés, sans défense, aux caprices et aux fureurs des éléments, aux invasions de nos larges et dangereux cours d'eau.

Une circonstance particulière rend plus importante que jamais la conservation de nos bois, surtout dans l'Ouest de la Louisiane, où la spéculation a déjà commencé ses dévastations. C'est là aussi que commence à se développer, en grand, l'élevage du gros et du petit bétail, une de nos principales sources de richesse, dans l'avenir. Or, l'élevage, dans un climat comme le nôtre, n'est possible qu'avec de vastes ombrages, où puissent s'abriter les animaux, pendant les longues ardeurs de l'été. Une législation sage et ferme sur ce sujet serait un des premiers bienfaits de notre Etat.

—Enfin, une charmante et fructueuse industrie a surgi en Louisiane. Il y a de cela deux ans à peine; elle y a fait de remarquables progrès. Il a été reconnu que notre climat et notre sol sont éminemment propices à la culture du mûrier, à l'élevage de la précieuse chenille; que notre soie louisianaise surpasse de beaucoup, en finesse, en brillant, en souplesse, en solidité, celle du Japon, qui alimente les fabriques du Nord, et égale les plus célèbres de France. Il faut que notre Législature encourage cette industrie nouvelle. Un appel vient de lui être adressé dans ce but; espérons qu'elle fera droit aux justes demandes de nos sériciculteurs. Pourquoi resterait-elle en arrière de celle de la Californie, par exemple, qui a donné aux éleveurs de son Etat de si efficaces encouragements? Quand le Congrès lui-même s'émeut et s'apprête à voter des subsides à l'industrie sériciole, dans les Etats du Sud, pourquoi la Louisiane, qui y est directement intéressée, ne suivrait-elle pas cet exemple?

—La dernière question que le gouverneur traite dans son message, est celle de l'Exposition. Il est de toute nécessité que nos différentes paroisses y fassent une brillante figure, y occupent une place convenable.

Son Excellence appelle là-dessus l'attention de nos représentants. Nous sommes certains qu'ils voteront les crédits nécessaires pour que toutes nos ressources agricoles et minières, toutes nos richesses forestières et industrielles, soient dignement exposées aux yeux du monde, en Décembre prochain.

Voilà, certes, d'importants travaux qui s'imposent à nos mandataires; leur tâche n'est pas rude; elle est même facile à remplir, et ils doivent être soutenus, dans l'accomplissement de leur mission, par le double sentiment du devoir et du patriotisme.

Quels poids ne peut-on soulever avec de pareils leviers?

MORT DE M. CHRISTOVAL MOREL.—Encore une de nos vieilles familles louisianaises dont le chef s'en est allé au milieu des regrets de tous.

De tous, disons-nous bien, car il ne se peut guère que M. Christoval Morel ait eu ennemi. C'était une nature ardente, violente même parfois, mais la bonté était au fond de cette fougue; le cœur était chez lui excellemment développé.

Sa vie a été toute de travail; membre du barreau de la Nouvelle-Orléans, il y a honorablement tenu sa place durant de longues années.

Cédant à ce besoin de repos, repos relatif, qu'impose le grand âge, il avait dû, ces temps derniers, renoncer à sa profession. Mais comme il fallait cependant une occupation quelconque à son tempérament essentiellement actif, il donnait, en façon de loisir et pour le seul plaisir qu'il en éprouvait, des leçons d'escrime à quelques compatriotes, aux fils de vieux amis, et même à quelques jeunes filles, si nous ne nous trompons.

Il avait d'ailleurs étudié avec amour cet art de l'escrime; il avait appris de Gilbert Rosière comment on le démontre, on l'enseigne, et, grâce à son intelligence et à des aptitudes spéciales aussi, il était devenu un professeur souvent cité.

Et savez-vous quelle fut la considération dominante qui le poussa à cet enseignement auquel il dût encore bien des heures joyeuses? Ce fût son faible pour les jeunes gens, pour les enfants.

Oui, quoiqu'il fût presqu'octogénaire, ce n'était point la société des vieillards qu'il recherchait; la jeunesse avait pour lui une irrésistible attraction; il lui semblait peut-être qu'un coin du ciel d'antan s'illuminait encore pour lui, quand il se mêlait au chœur de ses élèves et y tenait parfois la note la plus gaie.

Ce trait seul nous donnerait raison d'avoir écrit plus haut que chez M. Christoval Morel le cœur était très grand.

L'autorité que ce cœur est resté chaud jusqu'au dernier jour, et que quand il parlait des siens et de ses compatriotes, tout le feu des premières années paraissait se rallumer en lui. Le patriotisme fût une de ses qualités maîtresses; il en est peu qui plus que lui aient aimé la Louisiane. Il y a passé son existence entière; l'air natal élaqué pour lui tout imprégné de parfums qui charment et vivifient.

Cette affection lui était bien rendue par ceux qui l'entouraient; c'est pourquoi tant d'amis sincèrement affligés se sont groupés hier autour du cercueil qui allait se refermer sur M. Christoval Morel, mort en honnête homme, en chrétien, après une existence honorable et honorée de soixante-dix-sept ans.

Ce vieillard, si affectueux et si énergique tout à la fois, qui, il y a quelques semaines à peine, était encore plein de verdeur, d'enthousiasme, manquera longtemps à un quartier créole du Bayou St Jean, dont il était le type le plus créole, le plus aimé, le plus connu peut-être.

Ces regrets, que nous partageons avec tous ceux qui ont connu M. Christoval Morel, sont pleinement mérités.

La Cour Criminelle a rendu hier hommage à sa mémoire en s'ajournant. Cette marque de respect, parfois oubliée..... ne lui a pas manqué à lui du moins.

Nos remerciements à l'auditeur des comptes publics de la Louisiane pour un exemplaire de son rapport bi-annuel à la Législature.

CONSULAT DE FRANCE.—Exposition Universelle de la Nlle-Orléans.—Hon. Vicomte Paul d'Abzac, Consul général, Commissaire de la République française à l'Exposition Universelle de la Nouvelle-Orléans.—Entendu, les Français réunis hier, 21, au consulat, sur notre convocation, sur le vœu formulé par les nationaux, institutions au Comité qui a charge d'étudier les moyens d'assurer la participation de la France à l'Exposition Universelle de la Nouvelle-Orléans, nommons membres du dit Comité; MM. A. Carrière, président de la Chambre de Commerce française et de la Société de Bienfaisance Française; P. Ponti, négociant, membre de la Chambre de Commerce française; F. Tujague, président de l'Union française; Ad. Schreiber, agent de la Compagnie Générale transatlantique; Félix Larue, agent du Comité des Assureurs de Paris et du Hâvre. M. A. Carrière est nommé président du comité, qui est prié de vouloir bien me soumettre son rapport dans le plus bref délai.

La Nouvelle-Orléans, le 21 mai 1884.

Le Consul général, Commissaire de la République française,
Vicomte PAUL D'ABZAC.

—On verra par l'une de nos dépêches que le colonel Louis Bush, notre éminent compatriote, a été nommé président permanent du Congrès Industriel, actuellement en session à Chicago.

Juste hommage rendu à l'énergie et au talent.

WEST END.—Les hésitations que l'on avait remarquées dans les premières soirées de *Prince Amabel* ont complètement disparu; les pensionnaires de M. Bedon sont maintenant maîtres de leurs rôles et l'ouvrage roule très rondement.

Hier en Matinée et le soir, il y a eu encore devant un public nombreux.

Les répétitions de *La Grande Duchesse* se poursuivent sans relache; tout indique que le succès sera grand pour l'étoile nouvelle, dont le lever doit avoir lieu dimanche prochain: Mlle Celina Dolaro.

Ce soir *Prince Amabel*.

Les bas de fil noir, qu'on porte dans le grand deuil, jaunissent facilement au lavage. Pour les nettoyer, il ne faut pas se servir de savon, mais d'une simple eau de son tiédie. Au sortir de l'eau, on roule les bas dans une serviette, les tordant fortement. Puis on les fait sécher rapidement au feu, non en plein air. Grâce à ce moyen, ils reprennent d'un beau noir.

Nouveau manifeste du Prince Napoléon.

Voici, dit le *Figaro*, deux documents, dont on veut bien nous communiquer la primeur, et qui nous semblent destinés à renouveler entre les partisans et les adversaires du prince Napoléon, une polémique inépuisable.

Constatons que, si les adversaires du Prince se rapprochent évidemment de la politique du second Empire, le Prince a raison quand il affirme qu'il procède, lui, plus directement de celle de Napoléon Ier.—F. M.

Le prince Napoléon a reçu la lettre qui suit :

Paris, mai 1884.

Monseigneur,

Depuis plusieurs mois, nous avons l'honneur de défendre par la parole et par la presse, la politique traditionnelle des Napoléons, politique ouverte et patriotique qui seule peut concilier l'autorité nécessaire à un grand pays avec les droits supérieurs de la souveraineté nationale.

Si attachés que nous soyons aux Napoléons, c'est aux principes que nous nous sommes dévoués plus encore qu'à leurs représentants.

Aujourd'hui pourtant nous devons nous préoccuper d'allégations qui représentent le prince Victor comme hostile à cette politique, et qui s'autorisent de son nom pour nommer notre œuvre et discréditer nos efforts.

S'il ne s'agissait que de nous qui avons l'honneur d'entretenir souvent le prince Victor, nous croirions lui faire injure en sollicitant de lui une affirmation que nous savons superflue. Les comités napoléoniens qui l'ont vu à côté de vous, le jour où vous avez répondu par des déclarations si fermes et si précises à la résolution votée au Cirque d'Eté, partagent à ce sujet notre conviction. Mais, pour la faire pénétrer dans toutes les couches de l'opinion, nous avons pensé qu'il serait bon, peut-être de rechercher avec le prince Victor les moyens qu'il lui conviendrait d'employer pour mettre fin à toute équivoque. Avant de faire cette démarche, nous venons vous prier, Prince, de nous donner votre assentiment.

Daigniez agréer, Monseigneur, la respectueuse expression de notre entier dévouement.

Maurice Richard, E. Pascal, Langlé, Georges Lachaud, Eckel, Ernest Masson, Georges Poignant, Eugène Rendu fils, Albert Gauthier (de Clagny).

Le prince Napoléon a répondu :

Paris, 7 mai 1884.

Messieurs,

Je suis très touché de votre démarche et je vous remercie du sentiment élevé et patriotique qui l'a dictée.

Sachant que c'est du cœur que naissent les grandes inspirations par lesquelles les masses sont remuées, vous avez compris que rien ne pourrait désorienter davantage le nom de Napoléon et en détourner l'affection du peuple que le spectacle affligeant, contre la nature et contre l'honneur, de la compétition ouverte ou sourde d'un fils avec son père.

Vous croyez utile de vous adresser à moi, dis pour obtenir des déclarations d'une loyale netteté, qui ne permettent plus à personne d'abuser de son nom et de l'opposer comme un argument à ma politique.

Je ne saurais partager votre avis. Interroger mon fils, ce serait le supposer capable de la félonie filiale que mes ennemis lui prêtent, en le calomniant.

D'ailleurs, mon fils Victor, a déjà trop cédé au désir d'exprimer sur ma politique. Je sais le chef de la famille des Napoléons, le seul dépositaire et le seul interprète de la tradition napoléonienne que j'ai reçue des frères de l'Empereur et de mon cousin Napoléon III.

Tant que je vivrai, mes fils n'ont ni à approuver ni à blâmer ma politique; ils n'ont qu'à s'y soumettre, comme ils l'ont toujours fait, sous obligations de silence.

Méprisez donc des tentatives vaines et n'oubliez jamais que le nom de Napoléon ne représente pas exclusivement une forme de gouvernement. Empire ou République, c'est une question accessoire à résoudre suivant la volonté du peuple, et la République ne saurait d'ailleurs déplaire aux descendants du Premier Consul et du seul président de la République qu'ait été plébiscité par le suffrage populaire.

Répétez en toute occasion que le nom de Napoléon signifie surtout : le développement de la Révolution française, le respect de la souveraineté nationale, l'amour du peuple, sans distinguer entre le paysan et l'ouvrier, la volonté d'opérer les réformes sociales urgentes et d'arracher la démocratie aux impuissances et aux avidités. C'est pour cette grande cause que les Napoléons ont combattu et souffert. C'est pour cette cause que je combats avec conviction et avec espérance.

Recevez, Messieurs, l'expression de mes sentiments d'affectueuse estime.

NAPOLEON.

D'après les données statistiques pour 1884, les forces de l'Italie seraient les suivantes, en cas de mobilisation générale :

1° Armée active, y compris les troupes permanentes: 750,705 hommes;
2° Milice mobile: 343,250 hommes;
3° Milice territoriale; 1,017,212 hommes.

Au total : 2,100,227 hommes.

Ce nombre doit être de 2,785,000 quand la loi sur le recrutement aura produit son plein effet.

Sur les 2,100,227 hommes que contiennent ensemble les trois catégories de l'armée italienne, 959,000 ont reçu une instruction militaire complète.

L'éminent Dr. J. J. Caldwell, de Baltimore, Md., dit: "J'ai fait usage du Celeste's Liquid Tar Tonic pour des cas de grande débilité et des affections fébriles et nerveuses, et c'est, à mon avis, un des toniques les plus purs et les plus nourrissants qui se vendent dans les pharmacies." N'en prenez pas d'autre de votre pharmacien.

C'était en 1793. Un grand seigneur de la Cour, le marquis de Marville, homme bon, simple, d'un de ceux qui, dès les premiers jours, avaient adopté les idées nouvelles, fut arrêté. Il vivait cependant de la vie des gens du peuple, avait adopté le bourgeron et faisait partie du club des Feuillants. Cela ne le sauva pas. On l'avait dénoncé. Son nom suffisait pour le perdre. Il fut condamné à mort.

Au moment où il arriva sur la plateforme, il demanda à Sanson, l'exécuteur, l'autorisation de dire quelques mots. On le lui permit :

—Peuple! dit-il, j'ai cru en toi, j'ai été de tes amis. Des hommes que tu trompent et qui conduisent à l'échafaud m'ont condamné, m'ambnent à la mort. Soit. Mais je veux avant de mourir, te dire la vérité.....

Sur un signe du procureur, chargé de la surveillance, Sanson saisit le marquis par les épaules, l'étend sur la planche —car à cette époque il n'y avait pas de bascule, et on vous attachait à plat ventre avec des courroies—et l'enfourna. Le marquis continuait son discours :

—Elevé dans une classe privilégiée, je l'ai volontairement abandonnée pour vivre de ta vie, pour demander au travail mon pain quotidien, j'ai fait acte toujours de bon patriote....,

Le couperet tombe.

Mais on était tellement de la guillotine, à cette époque de liberté, que le malheureux instrument était tout détraqué. Le couperet, glissant mal, n'arrêta qu'à moitié dans la chair seule fut entamée, tandis que les vertèbres résistaient.

Samson et ses aides relevèrent le couteau. Ce que voyant, le marquis, toujours la tête dans la lunette, reprit avec le plus grand sang-froid :

—Je la disais donc, peuple, lorsque l'on m'a interrompu.....

Le couteau retombant *interrompit* de nouveau le discours de M. de Marville.

Le fait est historique. Il est noté dans des *Mémoires* qui vont, me dit-on, être prochainement publiés.

"Impérissable."

Des jours et même des semaines après l'application de la véritable "Florida Water" de Murray & Lanman, le mouchoir ainsi un parfum délicieux. C'est par avantage qu'elle possède sur toutes les autres eaux de toilette qui lui a valu le nom de "Impérissable." Pour distinguer l'une véritable des nombreuses contrefaçons recherchées la "Marque de Fabrique," qui se compose d'une étroite bande bleue liserée avec le fac simile de la signature de Lanman & Kemp, New York, sera rigoureusement.

Les torpilleurs autonomes et l'avenir de la marine.

La *Revue politique et littéraire* (France) du 3 mai publie, sous ce titre, une remarquable étude de M. Gabriel Charmes. Nous en reproduisons une partie :

L'apparition des torpilleurs de haute mer opérera fatalement une transformation non-seulement dans la tactique maritime, mais aussi de l'architecture navale. Nous avons dit en commençant qu'elle mettait un terme à la longue lutte du canon contre la cuirasse. La cuirasse est vaincue; frappée par la torpille, elle est condamnée à périr en dépit des efforts que les constructeurs feront certainement pour la conserver.

Si la cuirasse disparaît, le canon monstre devient inutile. Sa seule raison d'être était la nécessité de percer les énormes massifs cuirassés dont on enveloppait les navires. Comme arme de combat, le canon monstre n'est pas supérieur au canon ordinaire. Sans doute il fait des ravages plus grands; mais, par contre, son action est beaucoup plus lente. On peut tirer deux ou trois coups d'un canon ordinaire dans le temps nécessaire pour tirer un coup d'un canon monstre. Et ces coups multipliés des canons ordinaires sifflent amplement à détruire des fortifications et à allumer l'incendie dans une ville bombardée. Les conditions de l'attaque, et de la défense des villes sont d'ailleurs sur le point d'être profondément modifiées: désormais, c'est à l'aide de flottilles de torpilleurs manœuvrant en pleine mer qu'on protégera les ports et les rades. Un gros cuirassé en face des côtes ne pourrait empêcher une escadre d'en approcher; il n'en serait pas de même d'une nuée de torpilleurs: ceux-ci en rendraient certainement l'abord impossible.

Nous sommes donc à la veille d'une révolution maritime qui remplacera les grandes masses actuelles par des quantités de bâtiments de dimensions diverses, mais toutes restreintes et modérées. Pour lutter contre le torpilleur il faut trouver un navire-canon doué d'une vitesse au moins égale à la sienne, qui puisse le tenir toujours à plus de 500 mètres de distance et qui, le jetant ainsi éloigné, soit en mesure de l'écraser sous ses projectiles. Le tir du canon contre la cuirasse succédera la lutte de la vitesse contre la vitesse. A l'avenir, le vaisseau le plus rapide, qu'il porte une torpille ou un canon, sera presque sûr de la victoire.

C'est ce qu'expliquait dès 1573, avec une rare perspicacité, l'amiral Porter. "Si l'on possède, disait-il, un bâtiment aussi rapide que les torpilleurs, toutes les torpilles peuvent être évitées. Un bâtiment torpilleur avec son port en fer et tout son monde à l'abri, craignant peu de chose de la mitraille et offrant aux coups une cible très-petite, tandis que souvent les projectiles pleins glisseraient sur sa surface, serait un adversaire formidable et il n'y aurait pas de probabilité de pouvoir s'en défendre, *mais pour les bâtiments de vitesse supérieure*" Or, cette vitesse supérieure ou du moins égale est impossible avec les masses atteignant 10,000 tonneaux. Elle ne pourra être obtenue qu'à la condition de renoncer à l'artillerie monstrueuse et de construire pour une artillerie de calibre raisonnable de véritables bateaux-affûts sur le modèle des torpilleurs.

Puisque ces derniers, à peine élevés au-dessus de l'eau et dont la forme ressemble à celle d'un gros poisson, ont des qualités nautiques qui les rendent supérieurs aux cuirassés, il est clair qu'on arrivera à produire des bateaux-canons ayant les mêmes dispositions et les mêmes qualités qu'eux. La longueur des torpilleurs 63 et 64 est de 33 mètres; leur largeur, de 2 ou 3 mètres environ; rien n'empêche d'augmenter ces dimensions, de les doubler, voire même de les tripler, mais en conservant la forme de navire bas sur l'eau, dont on a fait de prise aux projectiles, naviguant et évoluant avec la plus grande rapidité. Sur la plate-forme de ces nouveaux bateaux on placerait un ou deux canons ordinaires qui n'auraient pas besoin d'être couverts d'une tour blindée d'un poids excessif, puisque c'est par la vitesse qu'ils échapperaient à l'ennemi. Un affût ainsi d'admirables engins de combat capables même de vaincre les cuirassés.

L'exemple des garde-côtes le *Tonnerre* et le *Tonnerre*, dont le type ressemble à celui que nous indiquons et qui ont donné d'assez jolies résultats, ne saurait être invoqué. Ce qui rend si lourds, si inutiles, le *Tonnerre* et le *Tonnerre*, c'est qu'ils sont revêtus d'une épaisse cuirasse et qu'ils portent sous leur écrasante tourelle des canons énormes. Mais supposez des navires en acier, incombustibles et insubmersibles, parells à des torpilleurs agrandis, armés d'une artillerie légère qui ne compromettrait pas leur sécurité: ces navires répondraient à toutes les nécessités de la navigation et de la guerre. Avec un gréement suffisant, ils pourraient affronter toutes les travérsées sans avoir à craindre aucun accident.

La nation qui construira la première le plus grand nombre possible de torpilleurs et de navires-canons dans le genre de ceux que nous venons de proposer sera, jusqu'au moment où ses rivales l'auront imitée, souveraine absolue des mers; elle pourra braver toutes les escadres cuirassées et porter partout la terreur et la dévastation. Quelle sera cette nation? Il n'est pas possible de le prévoir.

L'Angleterre, l'Italie, la France, sont tellement engagées dans la voie néfaste des grandes constructions, qu'elles auront bien de la peine à revenir en arrière; l'Allemagne, qui les avait suivies, semble disposée à donner la première l'exemple d'une conduite plus sage. Cette année même, elle a lancé dans l'eau un torpilleur